

2015/15

# L'AKP et les alévis : de l'ouverture à la stigmatisation

par PASCAL DE GENDT

*Analyses &  
Études*  
Politique internationale



*Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Éducation permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS sous la direction de Mauro Sbolgi, éditeur responsable. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.*

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

QUESTIONS SOCIALES  
DROITS DE L'HOMME  
MIGRATIONS  
POLITIQUE INTERNATIONALE  
Économie

*Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur nos sites [www.lesitinerrances.com](http://www.lesitinerrances.com) et [www.sireas.be](http://www.sireas.be), elles sont aussi disponibles en version papier sur simple demande à [educationpermanente@sireas.be](mailto:educationpermanente@sireas.be)*

*Réagissez à cet article sur notre forum : [http://www.lesitinerrances.com/site/index.php?option=com\\_kunena&view=home&defaultmenu=87&Itemid=54](http://www.lesitinerrances.com/site/index.php?option=com_kunena&view=home&defaultmenu=87&Itemid=54)*



**Service International de Recherche,  
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**  
Secteur Éducation Permanente  
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles  
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58  
[educationpermanente@sireas.be](mailto:educationpermanente@sireas.be)  
[www.lesitinerrances.com](http://www.lesitinerrances.com) – [www.sireas.be](http://www.sireas.be)

Avec le soutien  
de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles



Lorsque l'on évoque la question des minorités en Turquie, c'est aux Kurdes que l'on pense en premier lieu. Une autre problématique tout aussi importante, mais moins médiatisée, concerne pourtant les alévis. L'alévisme est une manière de pratiquer l'Islam qui ne correspond pas au sunnisme hanafite majoritaire. Il concerne pourtant plus de 5% de la population du pays. En raison de leur particularité religieuse, les alévis ont, historiquement, été l'objet de massacres et discriminations tant sous l'Empire ottoman que dans la Turquie moderne. La manière dont l'AKP de Recep Tayyip Erdogan a traité cette question éclaire le projet politique, et son évolution, du président turc.

## QUI SONT LES ALÉVIS ?

À côté des sunnites, de l'école juridique hanafite, il existe en Turquie un autre Islam : l'alévisme. Il serait pratiqué par 10 à 15 millions de personnes dont 20% de Kurdes (1). Ce culte se différencie fortement de l'Islam sunnite par son aspect hétérodoxe et syncrétique. On y retrouve outre des éléments provenant de l'islam chiite, dont la vénération d'Ali (le gendre de Mahomet), d'autres inspirations religieuses variées provenant du soufisme, de divers mouvements mystiques de l'islam, ainsi que de rites pré-islamiques. C'est une vision ésotérique de l'Islam qui rejette toute interprétation littérale du Coran. On n'y retrouve, par exemple, pas les cinq piliers traditionnels (unicité d'Allah, pèlerinage à la Mecque, ramadan, aumône, prières 5 fois par jour). Les alévis ne vont pas à la mosquée mais se réunissent dans des *cemevi* où hommes et femmes prient ensemble. Les cérémonies religieuses ne sont pas conduites par des imams mais par des *dede*, chef social et religieux dont le titre se transmet de manière héréditaire (2). Pour certains, il s'agirait de

la religion première des Turcs, au vu de ses éléments pré-islamiques, qui se serait développée en milieu rural.

Les alévis ne sont toutefois pas un groupe homogène. Il faut notamment distinguer, les turcophones, les kurdophones et les arabophones. Si les convictions et pratiques religieuses des deux premiers groupes sont en grande partie les mêmes, il n'en va pas de même avec les alévis arabophones que l'on retrouve dans la province du Hatay, à la frontière syrienne, ainsi que dans le sud de la Turquie. Ils diffèrent des deux premiers théologiquement, ils sont plus proches des alaouites syriens, mais aussi historiquement (3). Établis dans l'ancien « Sandjak d'Alexandrette », ils ont été rattachés à la province syrienne par l'Empire ottoman au XVI<sup>e</sup> siècle, puis sont passés sous le mandat français en Syrie après la Première guerre mondiale avant de devenir Turcs en 1938.

Politiquement, les alévis se présentent souvent comme pro-républicains, démocrates, libéraux et laïques (4). Il n'est d'ailleurs pas rare de retrouver des portraits de Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur de la République de Turquie qui ne les a pourtant pas épargnés (voir plus bas), dans leurs lieux de rassemblement. Dans la population turque, dont ils représentent 5,5 à 6,5%, ils sont souvent considérés comme des contestataires de gauche, fauteurs de troubles et militants de groupes radicaux comme le DHKP-C, mouvement turque d'extrême-gauche classé comme organisation terroriste par la Turquie, les États-Unis, l'Union européenne et quelques autres pays (4).

Un positionnement politique qui s'explique par leur histoire et le sort réservé aux alévis depuis l'Empire ottoman jusqu'à nos jours.

## LES ALÉVIS AVANT L'ARRIVÉE DE L'AKP AU POUVOIR

Par leur pratique religieuse, les alévis sont considérés comme hérétiques par les garants de l'orthodoxie sunnite. Sous l'Empire ottoman, ce statut se traduit par différents massacres. Une partie de ceux-ci était également motivée par des alliances que certains chefs alévis avaient pu ponctuellement conclure avec les chiites de Perse lors des guerres répétées entre la dynastie safavide et l'Empire ottoman (3). Au XVI<sup>e</sup> siècle, ils sont perçus comme une menace intérieure et leur assassinat est autorisé par l'institution chargée des affaires religieuses. Cette situation conduit de fait à une marginalisation sociale des alévis, du moins ceux appartenant au courant opposé à l'autorité du Calife. Parce qu'une autre tendance, les alévis *bektashi*, avait des relations

officielles avec l'autorité ottomane et était même reconnue comme socle spirituel de l'armée des Janissaires (corps d'élite de l'infanterie ottomane). Les *bektashi* ont notamment fortement contribué à diffuser l'islam soufi dans les Balkans. Toutefois, au XIX<sup>e</sup> siècle, ils subissent également les foudres du Calife qui supprime l'armée des Janissaires et ferme la plupart des loges de la confrérie considérées comme des foyers d'idées néfastes (1). Pour survivre et continuer à pratiquer leur religion, malgré l'hostilité du pouvoir, les alévis ont pris l'habitude de garder secrète leur croyance.

Lorsque Mustafa Kemal proclame la République, les alévis pensent mettre fin à quatre siècles de marginalisation et espèrent, enfin, accéder à un statut d'égalité avec les citoyens sunnites. Sans compter que les idées modernes du nouveau leader turc, telles que l'égalité homme-femme ou la connaissance comme seule guide de l'homme, entrent en résonance avec leurs pratiques religieuses (2). L'avènement de la République laïque n'améliorera pourtant guère leur sort. Le nouveau Président, qui veut construire un État-Nation, impose un nationalisme qui n'accepte pas les revendications des minorités. Une rébellion kurde et alévie dans l'Est du pays est réprimée, en 1937 et 1938, dans le sang (4). Elle est connue sous le nom de « massacre du Dersim ».

Pourtant, le Traité de Lausanne du 24 juillet 1923, véritable acte de naissance de la Turquie moderne, consacre le statut de minorités et leur reconnaît des droits civils, politiques et culturels. Mais il fait aussi de la religion le critère unique de distinction d'une minorité en Turquie. En d'autres mots : seules certaines minorités non-musulmanes sont reconnues en tant que tel. Cela ne dérange cependant pas trop les alévis qui préfèrent éviter ce statut de minorité qui, dans la Turquie kémaliste, équivaut à l'étiquette d'« ennemi de la Nation ». Mais Mustafa Kemal, c'est aussi l'artisan de la laïcité turque. Une révolution dont les alévis attendaient beaucoup comme nous l'avons expliqué ci-dessus. La conception de la laïcité de Mustafa Kemal est cependant particulière et également mise au service de la création d'un sentiment national turc. Elle ne consiste pas en une séparation stricte de l'État et de l'Église mais en un contrôle de l'État sur l'Église. En pratique, la religion dominante, l'islam sunnite hanafite, est organisée par l'État. Les ministres du culte sont des fonctionnaires rémunérés qui dépendent du Diyanet, la Direction des affaires religieuses. Les théologiens du Diyanet rédigent les prêches du vendredi, dont le message est donc contrôlé voire orienté par le gouvernement, et elles sont envoyées à tous les imams. La Diyanet dispose également de relais dans les pays où est implantée une forte communauté turque. En Belgique, il s'agit de l'Association internationale Diyanet de Belgique qui est présidée par un attaché de l'ambassade turc. Elle est le moteur de la vie religieuse turque en Belgique.

## LES PREMIÈRES REVENDICATIONS

Une telle prise en main de la religion par l'État turc est évidemment dictée par le souci d'homogénéité de la population turque, le centre de la politique de Mustafa Kemal, et le refus que des messages contraires aux intérêts de l'État puissent circuler dans les mosquées. Dans ce contexte, il est aisé de deviner que les autres pratiques de l'islam (alévie et chiite) ne sont pas les bienvenues, du moins dans l'espace public. Les alévis sont donc obligés de s'assimiler en dissimulant leurs rites et croyances. Il faut attendre 1962 pour assister aux premières revendications religieuses lorsque le CHP (Parti républicain du peuple, le parti d'Atatürk) introduit une proposition de loi pour créer un département des sectes au sein de la Diyanet. La proposition sera retirée, parce que trop controversée, mais une génération de jeunes universitaires alévis se mobilise lors de cet épisode politique et revendique le droit de pratiquer librement leur religion. C'est parce que les mouvements de gauche leur donnent l'occasion de militer pour une justice sociale et une laïcité garante de non-discrimination qu'une grande partie des alévis les investissent. Dans les années 60 et 70, l'armée et la justice se positionnent comme garantes de la laïcité et supervisent le jeu politique. Deux coups d'État militaires, suivis d'épisode de répression, ont lieu. Ils visent particulièrement les mouvements les plus radicaux de gauche. Les alévis, qui y militent en nombre, sont considérés comme des dangers pour le régime par les militaires. Côté alévi, se construit l'image d'un l'État représentant non seulement le capitalisme honni mais aussi l'opresseur ne respectant pas les libertés, y compris religieuses (2).

Le 12 septembre 1980, un nouveau coup d'État militaire a lieu. Les partis sont dissous et les militaires au pouvoir transforment la Constitution en s'y donnant un pouvoir important. Ils mettent en œuvre la « synthèse turco-islamique » et instaurent, notamment, des cours de religion obligatoires où l'enseignement proféré ne concerne que l'islam « officiel ». L'armée est intervenue parce que plusieurs événements menaçaient soi-disant la cohésion nationale. Parmi ceux-ci, des massacres d'alévis à Malatya, Sivas, Maras et Corum. À chaque fois, le processus était le même : les populations locales recevaient des tracts provocateurs attribués aux alévis, des rumeurs se répandaient disant que les mosquées avaient été détruites par des attentats et des hommes armés se rendaient dans les quartiers alévis pour y tuer des milliers de personnes en tout, sans que les forces de l'ordre n'interviennent (5).

À partir de décembre 1983, les alévis retrouvent un contexte plus favorable avec l'arrivée au poste de Premier ministre du libéral Turgut Özal. Les confréries reçoivent plus de liberté ce qui leur permet de s'organiser. C'est un autre massacre qui amènera définitivement la question alévie dans l'espace public. Le 2 juillet 1993, un hôtel abritant un festival culturel alévi est attaqué et incendié par des islamistes. Le bilan sera de 37 victimes. La problématique alévie fait son apparition dans les médias et les publications qui les concernent se multiplient. Des associations et des fondations sont créées pour défendre la reconnaissance de leur identité culturelle et revendiquer leurs droits religieux. De cette effervescence, deux notions différentes de l'alévisme vont émerger. Une religieuse qui considère l'alévisme comme une secte dans l'islam et une moderniste qui considère l'alévisme comme une philosophie, une manière de voir le monde, une culture de lutte contre les injustices (2). Selon les courants, les revendications émises peuvent être différentes mais se rejoignent sur deux points : ils réclament tous une vraie laïcité, d'autant qu'ils assistent à une montée des partis confessionnels sunnites, et ils ne sont pas entendus.

## LA POLITIQUE D'ERDOGAN

Curieusement, c'est justement avec l'arrivée d'un parti confessionnel au pouvoir, le Parti de la justice et du développement (AKP), qu'ils commenceront à être pris en considération. Rappelons d'abord rapidement les origines de ce parti. Depuis l'instauration du multipartisme en Turquie, la véritable opposition électorale au kémalisme provient de la droite libérale économiquement et plus ou moins teintée d'Islam, donc socialement conservatrice (6). Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, ce courant politique, dit de « droite religieuse », sera représenté par plusieurs formations dont certaines participent parfois à des coalitions gouvernementales. Lors des élections municipales de 1994, la droite religieuse représentée par le Parti de la prospérité (Refah) devient la deuxième force politique du pays et fournit les maires d'Ankara et Istanbul (un certain Recep Tayyip Erdogan). L'ascension du parti continue et, en 1996, son fondateur, Necmettin Erbakan, devient Premier ministre d'un gouvernement de coalition.

Pour la société turque, le choc est énorme : un islamiste est à la tête de la République laïque. L'armée, qui se veut toujours garante du projet kémaliste, le met sous surveillance et obtient sa démission en 1997. Son parti est interdit et lui-même se voit interdit de toute activité politique pendant cinq ans. Une jeune génération appartenant à l'aile moderniste, et modérée, du Refah s'organise alors autour du maire d'Istanbul. Le Parti de la justice

et du développement est formé en 2001 et, profitant du discrédit frappant l'élite politique turque traditionnelle, s'impose immédiatement comme première force politique du pays. Le 3 novembre 2002, l'AKP obtient la majorité absolue au Parlement turc (363 sièges sur 550) et manque de peu la majorité des 2/3 nécessaire pour réviser la Constitution.

Ce parti se pose en grand mouvement rassemblant le centre-droit et la droite conservatrice turque. Il veut être considéré aux yeux des observateurs étrangers comme l'équivalent musulman d'un parti démocrate-chrétien. Et il ne manque pas de donner des gages en ce sens. Notamment à l'Union européenne, la Turquie étant plus que jamais candidate à l'adhésion. Des « paquets législatifs », élargissant le champ des libertés individuelles et collectives, sont ainsi rapidement votés. Ils concernent notamment les minorités reconnues donc non-musulmanes. De plus, le Premier ministre multiplie les gestes symboliques d'ouverture à leur égard. Plus globalement, Erdogan veut marquer sa volonté de rompre avec le centralisme autoritaire et la crainte du pluralisme qui dictaient jusque là la politique turque (1).

Ces réformes permettent notamment aux alévis d'obtenir le statut juridique d'association (7). En 2005, l'Éducation Nationale introduit l'alévisme dans les manuels des cours de religion en le présentant comme une interprétation mystique de la pensée islamique. Le Premier ministre visite un lieu de culte alévi, un *cemevi*, en juillet 2007 puis participe, en compagnie de neuf ministres et cinquante députés à une rupture de jeûne alév<sup>1</sup>, en 2008. Des alévis noteront toutefois que la pratique de rupture du jeûne, telle que connue dans l'Islam sunnite, n'existe pas chez les alévis. Ils y verront une preuve de plus d'incompréhension de leur religion par les autorités turques. Toutefois, c'est surtout le discours prononcé par Erdogan à cette occasion qui sera retenu. Il y évoque le rôle de l'État « *qui n'est pas de définir les pluralités mais de les reconnaître* » et de rester à distance égale de tous les groupes de croyance (2).

Des « ateliers alévis » sont également mis sur pied en juin 2009. À partir de cette date jusqu'en janvier 2010, sept ateliers réunissent des représentants alévis et bektashis, des théologiens sunnites, des intellectuels, des journalistes et des représentants du Diyanet. Les alévis peuvent y présenter leurs revendications de reconnaissance et débattre de la manière dont l'État pourrait les rencontrer.

---

1 Les alévis ne pratiquent pas le ramadan mais un jeûne appelé « oniki imamlar »



## LES RÉSULTATS DE L'OUVERTURE AUX ALÉVIS

Les résultats concrets de ces gestes d'ouverture restent cependant très maigres. Malgré la demande européenne, exprimée depuis 2004, de reconnaître l'alévisme comme une confession à part entière, l'AKP continue à le considérer simplement comme un « fait culturel ». Le rapport final des « ateliers alévis » reflète cette vision en refusant de répondre aux revendications principales de cette communauté. Celles-ci consistaient en une laïcité de séparation totale et de neutralité mais aussi en une remise en question de l'organisation de la Diyanet. De la même manière, les cours de religion restent obligatoires pour les alévis (seuls les non-musulmans en sont exemptés) et la vision de l'alévisme qu'ils contiennent reste définie uniquement par l'État sans consultation des représentants des alévis. Enfin, les *cemevis* n'obtiennent pas la reconnaissance comme lieux de prière. Ce qui impliquerait que l'État fournisse des terrains pour leur construction et les approvisionne gratuitement en eau et électricité comme c'est le cas pour les mosquées, églises et synagogues (2). Enfin, dans ce rapport final, le gouvernement définit ce que doit être l'alévisme et y superpose les dogmes sunnites, niant ainsi la spécificité de ce culte.

Les espoirs d'ouverture engendrés par la politique de l'AKP font donc long feu et les alévis sont bien obligés de constater qu'elles représentaient une tentative d'assimilation plutôt qu'une voie vers la reconnaissance de leur religion. Le fossé entre Recep Tayyip Erdogan et les alévis va alors se creuser, alimenté par la présence de plus en plus marquée des références religieuses sunnites dans le projet politique de l'AKP. Outre les craintes pour la laïcité que cela fait naître, ceux qui ne suivent pas le rite majoritaire s'en trouvent encore un peu plus marginalisés. D'autres gestes d'Erdogan vont également augmenter la défiance des alévis envers le pouvoir. En 2011, le Premier ministre organise un rassemblement de l'AKP dans sa ville natale de Çorum pour commémorer Seyhulislam Ebu Suud. Ce haut dignitaire religieux est notamment connu pour avoir édicté une fatwa (un avis religieux) permettant la tuerie des alévis au XV<sup>e</sup> siècle. Notons tout de même que la même année, Recep Tayyip Erdogan formulera des excuses officielles de l'État turc aux alévis pour les massacres du Dersim (voir plus haut).

Cela ne suffira pas à calmer l'amertume des alévis que l'on retrouve aux premiers postes lors du mouvement de protestation lancé à Istanbul en juin 2013. En plus de protester contre les projets urbanistiques de l'AKP visant la place Taksim et le parc de Gezi, les manifestants s'élevaient aussi contre la construction d'un troisième pont sur le fleuve Bosphore. Cet ouvrage a été baptisé du nom de Selim le Terrible en français, un sultan célèbre pour

les massacres d'alévis perpétrés sous son règne entre 1512 et 1520 (5). Un autre projet immobilier débouchera sur un nouvel épisode de tensions : la construction d'un complexe religieux, regroupant une mosquée et un *cemevi* dans un quartier majoritairement peuplé d'alévis à Ankara. Cela sera perçu comme une tentative d'assimilation et débouchera sur deux semaines d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre en septembre 2013.

Dans sa dérive autoritaire et sa volonté de mettre en place un régime présidentiel, Erdogan a trouvé dans les alévis des « ennemis de l'intérieur » tout désignés. Il renoue ainsi avec une vieille tradition turque. La situation internationale aidant, il profite aussi de l'existence des alévis arabophones pour tous les assimiler aux alaouites de Syrie et donc au régime de Bachar al-Assad auquel la Turquie est opposée. On a ainsi pu l'entendre traiter le régime syrien de régime « alévi » (1). De la même manière, lors des affrontements de 2013 entre alévis et forces de l'ordre à Ankara, le maire AKP de la ville avait qualifié les alévis de « soldats d'Assad » (8). Dans le contexte actuel de fortes tensions au Moyen-Orient entre sunnites et chiites (dont les alaouites sont un courant particulier), renforcer cet amalgame dans l'esprit de la population turque revient à pratiquer un jeu très dangereux qui pourrait mener une radicalisation des deux camps.

Pour le moment, cependant, les alévis restent attachés à la démocratie et à l'intégrité de la Turquie. S'ils militent, ils le font pour la plupart au sein de partis reconnus comme le CHP (centre-gauche kémaliste) ou le HDP, une coalition de mouvements et partis de gauche qui est entré au Parlement lors des élections législatives de juin dernier. Leur présence au sein de cette formation pro-kurde, fortement opposée à l'AKP, ne fait évidemment rien pour arranger les relations entre le parti conservateur et les alévis.

## CONCLUSION

L'ouverture aux alévis de l'AKP a, au moins, eu le mérite de leur apporter une reconnaissance publique. Si leurs revendications ont été écoutées, elles n'ont toutefois pas trouvé de réponses satisfaisantes à leurs yeux. L'évolution politique du parti d'Erdogan montre également une volonté d'instrumentalisation de la question des minorités. Cela se voit particulièrement dans la question kurde, où les hostilités avec le PKK ont été relancées alors que l'AKP avait fait naître des espoirs de pacification. Le processus est identique avec les alévis : après le semblant d'ouverture, notamment dicté par la volonté de plaire à l'Union européenne, est revenu le temps de la stigmatisation. Dans sa volonté d'atteindre un résultat

électoral lui permettant de modifier la Constitution, Erdogan joue la carte du nationalisme religieux. Il cherche, de cette manière, à renforcer l'image d'un pays en lutte contre ses « ennemis de l'intérieur » dont il ne peut être que le sauveur.

Le statut des alévis restent donc, sur le fond, identique à celui qu'ils ont toujours connu : la Turquie continue à ne pas vouloir reconnaître leur confession par crainte d'affaiblir l'unanimité nationale (9). Permettre aux alévis de s'organiser en-dehors des structures de contrôle de l'État sur la religion reviendrait à ouvrir une boîte de Pandore. Cela pourrait mener la Turquie à devoir répondre à de potentielles revendications provenant d'autres interprétations de l'islam, comme le chiisme. La porte serait ainsi ouverte à d'éventuelles influences étrangères sur l'islam turc. Ce qui est impensable pour une grande partie des autorités et de la population turque profondément marquées par le kémalisme. Le plan stratégique des Affaires Religieuses pour la période 2009-2013 donne un aperçu de cette vision. Il contient, en effet, une rubrique intitulée « Les menaces ». Il y est noté que « *tout effort pour présenter les différentes interprétations de l'islam comme religion* » et toute demande « *d'interdiction des cours de religion obligatoires dans les écoles* » sont considérées comme des menaces pour l'unité et la cohésion nationale (1). Ce sont bien les revendications alévis qui sont visées.

La Turquie semble donc, plus que jamais, à un tournant de son histoire. Si, à court ou moyen terme, Recep Tayyip Erdogan réussit à modifier la Constitution pour se donner plus de pouvoir, et concrétiser son ambition de devenir un Sultan moderne, les alévis peuvent craindre le pire. Si, au contraire, ce parti doit rentrer dans le rang, des questions essentielles pour l'avenir du pays pourront à nouveau être abordées. Elles concernent la place de la religion, la conception de la laïcité ou encore la définition de la citoyenneté turque. Sans préjuger des réponses apportées, les alévis pourront alors renouer avec l'espoir d'être, enfin, considérés comme des Turcs à part entière et non comme des « ennemis de l'intérieur » menaçant la cohésion nationale.

## BIBLIOGRAPHIE

(1) Annuaire Droit et Religions, volume 6 – Années 2012-2013, Presses universitaires d'Aix-Marseille, pp. 428-441

(2) Academia, « La politique religieuse de l'AKP : le cas des alévis » (en ligne) c 2013 (Consulté le 6/10/2015) Disponible sur : [https://www.academia.edu/5295565/La\\_politique\\_religieuse\\_de\\_lAKP\\_le\\_cas\\_des\\_alévis](https://www.academia.edu/5295565/La_politique_religieuse_de_lAKP_le_cas_des_alévis)

(3) Les clés du Moyen-Orient, « Alévis de Turquie: de l'oppression ottomane aux débordements du conflit syrien » (en ligne) c 2013 (Consulté le 7/10/2015) Disponible sur : <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Alevis-de-Turquie-de-l-oppression.html>

(4) Slate, « Erdogan président de la République turque, le cauchemar des alévis » (en ligne) c 2014 (Consulté le 6/10/2015) Disponible sur : <http://www.slate.fr/story/90745/turquie-presidentielle-erdogan-alevis>

(5) Slate, « La Turquie est-elle vraiment laïque? » (en ligne) c 2015 (Consulté le 6/10/2015) Disponible sur: <http://www.slate.fr/story/97819/turquie-laicite>

(6) Collectif VAN, « Massacres de Malatya » (en ligne) c 2010 (Consulté le 8/10/2015) Disponible sur : <http://www.collectifvan.org/article.php?r=4&id=42767>

(7) Moyen-Orient, « L'AKP et l'évolution de la laïcité en Turquie », numéro 09 (Janvier – Mars 2011), pp. 36-41.

(8) Le Figaro, « La Turquie face à la fronde de la minorité alévie » (en ligne) c 2013 (Consulté le 11/10/2015) Disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/international/2013/10/13/01003-20131013ARTFIG00133-la-turquie-face-a-la-fronde-de-la-minorite-alevie.php>

(9) Pouvoirs, « Les minorités en Turquie », numéro 115 (4/2005), Editions Le Seuil, pp.101 à 112.